

Louis Michel

Commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire

«Un nouveau contrat pour l'Europe : de la croissance pour les solidarités – de la sécurité pour nos libertés»

Check Against Delivery
Seul le texte prononcé fait foi
Es gilt das gesprochene Wort

The European Policy Center

Hôtel Renaissance, Bruxelles, 21 octobre 2005

Mesdames, Messieurs,

Je suis très heureux de pouvoir m'adresser à vous ce matin.

Vous vous demandez sans doute pourquoi le Commissaire compétent pour la politique du développement et l'aide humanitaire vient vous parler d'un contrat pour l'Europe: de la croissance pour les solidarités et de la sécurité pour nos libertés.

Deux raisons à cela :

D'une part, parce que la définition du projet européen est un sujet d'actualité.

D'autre part, parce que la Commission est un organe politique – n'en déplaise à ceux qui veulent la voir uniquement comme une super administration –organe politique et collégial où les commissaires sont collectivement responsables pour tous les dossiers. Je me sens donc pleinement mobilisé par les choix de la Commission qui permettent de rendre confiance aux citoyens.

Hier, la Commission a adopté sa contribution en vue du Sommet informel des Chefs d'Etat et de Gouvernement du 27 octobre à Hampton Court.

Ce sommet discutera des réponses que l'Europe dans son ensemble doit apporter aux défis de la mondialisation et des changements démographiques, si elle veut préserver son « European way of life », son art de vivre.

Cet art de vivre est basé sur des niveaux historiquement élevés de prospérité, de compétitivité, de cohésion sociale, de protection de l'environnement et de qualité de vie.

Or, l'Europe que nous connaissons aujourd'hui traverse une crise importante.

La conjonction des « non » des citoyens de deux pays fondateurs de l'Union européenne au projet de traité constitutionnel et l'incapacité des Etats membres à conclure un accord sur le budget européen 2007-2013 ébranle le projet européen dans son fondement.

Pour un européen convaincu comme moi, cette crise est douloureuse. Cette crise est un paradoxe. L'Europe, c'est l'une des rares utopies de l'histoire qui se soit réalisée. C'est un succès éclatant, incontestable, c'est tout sauf un échec.

Les pères fondateurs de l'Europe ont réussi le pari fou de la paix **et** de la prospérité partagée, qui sont la véritable valeur ajoutée de l'Europe.

Les européens considèrent désormais la paix comme un acquis. Mais ils oublient que cet acquis est récent et reste fragile. Le président BARROSO me disait l'autre jour qu'à 17 ans il ne pouvait pas lire les livres qu'il voulait à cause de la dictature dans son pays. Le mur de Berlin est tombé il y a à peine 15 ans et le massacre de Srebrenica est encore plus récent.

Dans le domaine qui est le mien, l'aide au développement, l'Europe donne 56% de l'aide mondiale. L'Europe fait encore rêver mais en dehors d'elle. Le pouvoir de fascination de l'idée européenne reste entier.

Les damnés du monde rêvent d'Europe.

Hier soir, je rencontrais le président d'Haïti. Son peuple rêve d'Europe.

La Commission de l'Union Africaine copie les structures des institutions européennes.

Mais une interrogation, même une angoisse persiste chez nos citoyens qui se demandent : «*Où tout cela va-t-il s'arrêter?*». Ils ressentent l'Europe comme un processus perpétuellement en marche. Son but n'apparaît plus clairement. Elle est perçue bien plus comme l'agent de la mondialisation que comme son maître capable de la maîtriser positivement.

Les Etats incapables d'assurer les réformes que justifieraient nos problèmes économiques, et nos problèmes de concurrence, ont fait de l'Europe le bouc-émissaire ; évidemment, ils ont réussi. L'effet de diabolisation joue à plein.

La croissance est anémique. 19 millions d'européens sont sans emploi. Cela inocule quotidiennement le venin du désenchantement, du désespoir et de la peur.

Ces phénomènes provoquent des réflexes corporatistes, voire protectionnistes, où chacun défend ses acquis au détriment de l'intérêt collectif.

Les explications que l'on donne aux citoyens sont rarement la vérité : par exemple dans le cas des textiles chinois ou les problèmes de délocalisation.

Au fil du temps, le lien qui existe entre l'économique et le social a largement disparu dans l'esprit des gens. Ils ont fini par oublier que les acquis sociaux sont principalement le fruit d'une économie performante.

Ils ont aussi oublié que la protection sociale ne peut être que la conséquence du travail, de la responsabilité et d'une démocratie vivante, libérée, **et**, j'ose le terme, libérale.

Les changements technologiques et la globalisation qui en découle combinés à un manque de gouvernance mondiale bouleversent les hiérarchies, remettent en cause les systèmes sociaux et approfondissent les inégalités sociales.

Ces problèmes sont d'autant plus aigus que d'autres problèmes en rendent la solution plus complexe, comme le vieillissement des populations, ou encore la criminalité organisée.

Face à ces défis, il y a deux attitudes possibles. Ou bien le politique continue à laisser croire aux citoyens que l'on peut conserver le *welfare state* sans remettre en cause un certain nombre de mécanismes clés.

Par exemple, le vieillissement représente un défi majeur. Alors que 4 actifs couvrent aujourd'hui un inactif, ils ne seront plus que deux en 2050. Les charges sur le travail risquent donc de doubler si on ne trouve pas de nouveaux financements pour assurer les fonctions essentielles de l'Etat comme la justice y compris sociale, la santé, la sécurité, l'enseignement, la culture, la sécurité.

L'autre attitude consiste à redéfinir avec les citoyens un nouveau contrat en posant les questions fondamentales. Ne doit-on pas demander à nos concitoyens d'être plus flexibles et de travailler plus longtemps ? Pourrions-nous encore longtemps financer la sécurité sociale sur l'impôt sur les revenus du travail. Ne faut-il pas faire contribuer plus d'autres revenus, la consommation, le patrimoine voire la pollution ?

Mesdames, Messieurs,

C'est bien de cela dont il s'agit : la crise actuelle de l'Europe appelle un projet politique qui redonne des repères, qui fixe un cap à nos citoyens et les mobilise.

Sans croissance, l'Europe perd toute crédibilité ; sans solidarité elle perd toute légitimité.

La Commission européenne sous le leadership du Président BARROSO propose aux Etats membres et aux citoyens un contrat qui répond à ces besoins fondamentaux.

D'une part :

de la croissance pour les solidarités

D'autre part :

de la sécurité pour nos libertés.

La Commission a des obligations en vertu de ce contrat et elle veut les remplir.

De la croissance pour les solidarités

Le contrat européen en matière de croissance est simple : il s'agit d'activer tous les leviers possibles pour permettre une relance vigoureuse et durable de la croissance, condition nécessaire pour soutenir nos systèmes sociaux. Le message de la Commission BARROSO aux Etats membres dans le cadre du sommet informel de Hampton Court est qu'il y a urgence à agir, non pas dans la précipitation mais avec résolution et cohérence.

Cela suppose, comme dans tout contrat, de bien préciser les responsabilités des uns et des autres dans l'accomplissement de cet objectif commun de croissance.

Pour ce qui la concerne, la Commission a lancé des propositions pour dégager des marges de croissance par l'approfondissement du marché intérieur, notamment dans le domaine des services et de l'énergie où on était en retard par rapport au marché intérieur des marchandises.

Il y a évidemment, et surtout, la directive services qui est nécessaire pour nos économies et peut générer beaucoup d'emplois. Mais il y a aussi les services financiers.

La Commission européenne fait des propositions pour accompagner les conséquences de la libre circulation des personnes, pour que ceux qui font le choix de travailler dans un autre pays que leur Etat d'origine bénéficient d'une protection sociale adaptée.

Elle a ainsi approuvé hier un projet de directive pour assurer la portabilité des droits de pension complémentaires.

Il s'agit également de favoriser la créativité pour faire aboutir le projet de brevet européen et ce faisant faciliter les créations d'entreprises innovantes. Dans ce domaine, je rappelle la proposition de la Commission d'un septième programme cadre de recherche et développement et un programme pour la compétitivité et l'innovation pour relancer la recherche et l'innovation.

La Commission veut simplifier la législation pour simplifier la vie des gens, des entreprises et des autorités publiques. Nous avons récemment annoncé que 68 projets législatifs allaient être retirés. Nous allons aussi adopter, dès la semaine prochaine, un programme de simplification de tout l'acquis communautaire.

La Commission propose la création d'un Fonds d'ajustement à la mondialisation permettant d'aménager et d'amortir les effets d'adaptation économique. Elle propose de nouveaux renforcements des partenariats avec les Etats membres en faveur d'initiatives dans des domaines comme l'énergie (biocarburants) ou la recherche.

Enfin, elle propose d'ouvrir les marchés des pays tiers aux producteurs européens, en particulier grâce à la conclusion d'un accord dans le cadre du cycle de Doha.

Dans un avenir proche, d'autres questions se poseront :

Premièrement, l'encadrement macro-économique des réformes structurelles que les Etats membres doivent mener.

Nous avons le devoir d'utiliser le Pacte de Stabilité révisé et les possibilités de primes aux réformes qu'il permet. Mais nous avons aussi le devoir de faire respecter le Pacte par tous les Etats, les grands comme les petits, en dialoguant ouvertement avec la Banque centrale européenne.

Deuxièmement, le redéploiement au sein du budget européen entre les différentes politiques pour que le budget reflète davantage les priorités politiques. De quoi s'agit-il ? D'un screening serré du budget pour identifier les domaines prioritaires. Ce sera bien sûr un exercice assez douloureux. Mais il faut concentrer nos moyens financiers sur nos priorités politiques.

Mais la Commission peut aider à créer les conditions de la réforme.

Les Etats membres ont aussi leurs obligations. Ils sont non seulement les garants de ce contrat mais aussi et surtout les acteurs principaux, les débiteurs principaux parce qu'ils disposent des leviers pour créer plus de croissance et plus d'emplois.

Toute cette stratégie de croissance n'a, à mes yeux, de sens que si elle s'accompagne d'une stratégie sociale.

A ce propos, je voudrais toute de suite réfuter la dichotomie que beaucoup semblent vouloir imposer : à l'Europe la mission économique, aux Etats les missions sociales. Il est temps de lever les malentendus entre l'Europe et le social.

Ce malentendu est double. Il y a ceux qui considèrent que l'Union est un super-Etat qui devrait faire du social comme on en fait au niveau national. C'est évidemment une erreur. Mais il y a aussi ceux qui considèrent que certains modèles nationaux ne sont pas financièrement soutenables et qu'il appartient à l'Union de remettre les Etats concernés sur le droit chemin en poussant à une réduction des dépenses.

Cette instrumentalisation de l'Europe est inacceptable parce qu'elle alimente un double rejet du processus d'intégration. Les uns le rejettent au nom des atteintes qu'il porterait aux droits sociaux et, les autres, en raison de la remise en cause des souverainetés nationales qu'il induirait.

Y a-t-il un modèle social européen ? Il y a plusieurs formes de modèle social en Europe. Mais ce qui est vrai c'est qu'il y a une culture sociale, une vision commune des droits sociaux des citoyens.

Je ne suis pas de ceux qui voudraient définir un modèle social unique pour tout le monde. Ce serait totalement irréaliste. Par contre, je suis convaincu que nous pouvons dégager un consensus fort sur un socle de droits sociaux qui se traduisent par des politiques qui garantissent pour le citoyen :

- l'accès à l'éducation
- l'accès à la santé
- l'accès à l'administration
- l'accès à la justice
- et le droit à la sécurité physique, alimentaire et environnementale.

En vertu du principe de subsidiarité bien compris, il appartient à l'Etat de mettre en œuvre ces objectifs ; chacun selon ses modalités et son histoire.

Un tel socle permettrait à la fois la convergence de ceux qui sont en retard et la poursuite des avancées de ceux qui le souhaitent.

Ce socle de garanties sociales est impératif pour éviter que la diversité des valeurs ne se transforme en mise en concurrence des valeurs et des Etats. Cela vaut pour le temps maximal de travail, mais aussi pour les questions fiscales. Peut-on vraiment faire l'économie d'une convergence au niveau européen, par exemple pour encadrer un glissement de la taxation directe vers les impôts indirects? Je parle de convergence et non d'harmonisation stricte des taux d'imposition. Par exemple, il faut davantage coordonner la base taxable, l'assiette, de l'impôt sur les sociétés.

Tous ces droits étaient d'ailleurs dans la Constitution.

De la sécurité pour nos libertés

Le second volet du contrat pour l'Europe concerne la sécurité.

Celle-ci est un véritable concept de réflexion transversal qui doit être approfondi. Elle doit être comprise désormais dans un sens large qui dépasse la sécurité physique et englobe la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire, la protection de l'environnement et le développement durable de notre planète. Ce sont tous des générateurs de peur. Il faut donc y répondre.

C'est incontestablement dans ce domaine que l'Europe semble, aujourd'hui, avoir la valeur ajoutée la plus importante et la moins contestable aux yeux des citoyens européens comme l'illustre les débats qui se développent après chaque catastrophe (sanitaire, terroriste, aérienne). Répondre à cette demande de protection tout en renforçant les droits et libertés des citoyens européens, c'est le défi à relever.

- La première orientation consisterait à faire de la sécurité un droit concret pour les citoyens européens au même titre que la libre circulation ou la solidarité.

Il faudrait pour ce faire prolonger certaines actions déjà entreprises (contrôles aux frontières, lutte contre le terrorisme et la propagation de la violence) tout en faisant de la sécurité au sens large une composante affichée des principales politiques.

La sécurité peut guider les règles du marché intérieur (règles financières, protection de la vie privée, normes industrielles et environnementales), de la politique commerciale (défense contre toutes les formes de dumping, lutte contre la fraude), du développement technologique et de l'innovation (recherche fondamentale sur les thèmes liés à la santé publique, intelligence économique) mais aussi d'énergie avec la sécurisation des approvisionnements et la réduction de la dépendance extérieure.

L'UE doit par ailleurs poursuivre le processus de consolidation de son influence internationale afin de maîtriser/d'influencer les principaux phénomènes globaux qui peuvent affecter le bien-être de nos citoyens européens : notamment lutter contre les pandémies, phénomènes climatiques, mouvements migratoires incontrôlés, trafics illégaux, etc... Elle a un rôle majeur à jouer dans l'aide au développement et la contribution de la réalisation des objectifs du millénaire.

On ne dit pas assez l'extraordinaire progrès de sécurité que représente l'élargissement pour l'Europe. Par la politique de l'élargissement, nous nous assurons l'extension de la paix, de la démocratie et de l'ouverture des marchés. Il n'y a quasiment aucun espoir de stabiliser les Balkans, par exemple, si l'on supprime la perspective de l'accession à l'UE. Il serait désastreux que de nouveaux conflits éclatent dans cette région. L'UE subira une perte massive de son influence géopolitique potentielle si elle décide de laisser la Turquie à la périphérie. Elle perdra aussi son projet d'une Europe ouverte.

La mise en place d'une politique européenne de l'immigration doit être accélérée avec une coordination plus étroite et la mise en place de nouveaux instruments en matière d'immigration économique, de regroupement familial et d'aide au développement.

- La deuxième orientation doit avoir pour objectif de renforcer les droits et libertés des citoyens européens par un ensemble de mesures spécifiques, qui consacrent le concept de société ouverte (je pense notamment au droit de pétition qui était dans la Constitution).

Répondre à la crise citoyenne c'est d'abord prendre en compte la crise identitaire et démocratique qui la caractérise et donc clarifier la portée du projet européen. Des choix clairs doivent être formulés - de manière transparente - sur les élargissements futurs afin de promouvoir une vision positive de l'élargissement associée à l'établissement d'une société ouverte, multi confessionnelle et tolérante tout en donnant à chacun la visibilité nécessaire sur l'horizon du processus en cours. Réconcilier les citoyens avec le projet européen implique un travail pédagogique et de communication essentiel des responsables européens et nationaux sur la valeur ajoutée de l'Europe. Il implique de renforcer le droit à l'information des citoyens en systématisant le principe d'une consultation publique des citoyens sur les principales initiatives législatives et réglementaires ainsi que sur les grands débats européens. Une harmonisation progressive des enseignements d'histoire européenne ainsi que le renforcement des échanges avec l'extension par exemple du programme Erasmus aux apprentis permettrait de renforcer le contenu identitaire de la citoyenneté européenne et de promouvoir la libre circulation des hommes et des idées.

Mesdames, Messieurs,

Pour conclure, laissez moi vous faire part de mon optimisme et rejeter la sinistrose européenne ambiante : si la crise actuelle est profonde, je suis convaincu qu'un projet politique volontariste, un nouveau contrat tel que je vous l'ai exposé, basé sur les deux axes : croissance pour les solidarités et sécurité pour nos libertés, peut remettre l'Europe sur les rails et ramener la confiance des citoyens dans le projet européen.

C'est le rôle et le devoir des responsables politiques nationaux et européens que d'assumer et porter ce projet de contrat européen au profit de nos citoyens.

Dans son livre, « le rêve européen », Jeremy Rifkin finit par cette phrase : « on a longtemps dit que le rêve américain méritait que l'on meure pour lui. Le nouveau rêve européen mérite que l'on vive pour lui »

Mesdames et Messieurs, plus que jamais, osons l'Europe.

Je vous remercie